
SOMMAIRE

Avant propos : La séduction Obama	Raymond Césaire	2
Portraits d'hier et d'aujourd'hui		3
Hommage à Charles-Robert Ageron	Michel Levallois	
Réflexions sur le temps passé et présent		6
Actualité des relations franco-malgaches : la tentative d'abandon ?	V. Rasoarimino	
Elections législatives en Guinée Bissao.....	Eric Lem	
Cameroun : Clio malmenée à propos d'un anniversaire.....	Serge Jacquemond	
Cameroun : deux témoignages	Edouard Fermaud et JL Kaélin	
Réalité africaine ... suite ? La décolonisation, un désastre universel	Christian Lambert	
La réorganisation de nos Forces armées.....	Gal Gilbert Chavannes	
Lu dans la presse, les revues et les blogs		17
Libération (17/09) : Cameroun 1958, la guerre cachée de la France	Serge Jacquemond	
Le Monde, l'aventure coloniale en bandes dessinées	Jean Serjac	
Le Monde, Rwanda : un marché des témoins	Jean Serjac	
« Coup de cœur » : signature d'une convention avec l'association « Diambas »	Raymond Césaire	
Vu au cinéma		19
« Dernier maquis » de Rabah Ameur- Zaïmeche	Jean-Paul Martin	
Lu chez le libraire		20
L'Afrique de Sarkozy, un déni de l'histoire (J .P Chrétien)	Georges Courade	
Sarko en Afrique (A Glaser et St Smith)	Bernard Laffitte	
Les rébellions touarègues (Anne Saint Girons)	Jean Clauzel	
Expositions,colloques et rencontres		23
Québec XII ème Sommet de la Francophonie	Raymond Césaire	
Paris : 30/10 Coordination Sud : « Regards du monde sur l'Europe »		
Paris : 25/11/ 2ème Conférence euro-africaine sur la migration et le développement		
Musée du Quai Branly : Planète métisse et autres expositions		
Musée Dapper : la femme dans l'art africain		
Institutions et associations amies		27
Carnet d' AROM		28



La séduction Obama

Le monde entier a vécu pendant un an à l'heure de l'élection présidentielle américaine, preuve que les Etats-Unis demeurent un pays fascinant en dépit de leurs problèmes et de la complexité de leur système électoral.

Ainsi, quelqu'un qui passe pour être noir parmi les blancs et pour être blanc parmi les noirs, (si magnifiquement « bronzé » comme le dit, jaloux sans doute de son teint, M Berlusconi), l'a brillamment emporté, en remarquable tacticien, sans colères, invectives ou ruptures. Il y a certainement là des leçons à tirer pour nos politiques ... mais à chacun sa manière et son tempérament.

Les Etats-Unis, que l'on a toujours trop tendance à juger à travers leurs gouvernants du moment, ont retrouvé du jour au lendemain tout leur prestige. L'enthousiasme qui a salué cette élection et le « super show » offert à la planète une fois passés, il reste la tempête boursière et économique qui secoue le monde et que rien ni personne ne semble en mesure d'apaiser. Wall Street paraît sourd aux injections de capitaux les plus fortes comme aux thérapies les plus nouvelles. Sans doute M. Obama pourra-t-il compter sur le dynamisme insufflé par le Président Sarkozy à l'Europe et à ses partenaires du G7 et du G20 pour retrouver un cap. Reste à voir jusqu'où leurs efforts, pour autant qu'ils puissent être conjoints, parviendront à faire tomber la fièvre du système capitaliste qui nous affecte tous.

Interrogé le lendemain de l'élection sur les perspectives de la politique étrangère américaine, Hubert Védrine estimait sans trop d'illusions que, tant qu'Israël restera au cœur de la politique intérieure des Etats-Unis et que les détonateurs que sont le conflit palestinien, l'Iran et l'Afghanistan se maintiendront activés, il sera difficile de rétablir dans le monde une paix durable ... même si de petits pas pourront être faits en d'autres lieux et sur d'autres sujets. Le commerce, l'environnement, la lutte contre la pauvreté, sont des défis également importants pour tous que la nouvelle équipe devrait avoir à cœur de relever.

Chez nous, comme un peu partout dans le monde et notamment en Afrique, la victoire d'Obama a été ressentie avec fierté par « l'homme noir ». Dans les débats identitaires qui nous divisent, ce président du plus important pays du monde, image d'un métissage parfaitement réussi, nous a offert un bel exemple de maîtrise et de sérénité ... comme si son élection nous avait fait faire un pas vers la civilisation de l'Universel dont Senghor espérait toujours l'avènement. Alors, souhaitons-lui et souhaitons-nous, puisque nous sommes tous embarqués dans la même aventure ... bonne chance !

Raymond Césaire

Hommage à Charles-Robert AGERON

Michel Levallois

Pour tous ceux qui ont connu l'Algérie et vécu la décolonisation, Charles-Robert Ageron apparaît comme le plus indépendant d'une génération d'historiens qui étaient souvent des militants politiques très engagés. Ses œuvres sont des références et font aujourd'hui autorité des deux côtés de la méditerranée AROM ne pouvait mieux faire pour lui rendre hommage que de reprendre le discours prononcé par Michel Levallois, l'un de ses membres, devant l'Académie des Sciences d'outre-mer dans sa séance du 3 octobre dernier.

Notre confrère Charles-Robert Ageron est mort à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, dans la nuit du 2 au 3 septembre dernier, à l'issue d'une maladie dont il avait commencé à sentir les effets dès 2000. Il a été inhumé à l'Haÿ les Roses le 9 septembre, après une messe à laquelle assistaient bon nombre de ses collègues historiens algériens et français.

Charles-Robert Ageron était né à Lyon le 6 novembre 1923. Après avoir vécu l'occupation, évité le STO, adhéré à la résistance morale et journalistique d'André Mandouze à Témoignage chrétien, il fut incorporé dans l'armée de la Libération. Libéré à la fin de la guerre, après

deux ans de service, il reprit ses études à Lyon où il fut l'élève de Henri-Irénée Marrou. Reçu à l'agrégation d'histoire en 1947, avec ses collègues célibataires, il fut nommé en Algérie, professeur au Lycée E.F Gautier d'Alger et à l'Institut d'études politiques. Il n'avait pas souhaité cette affectation, car il n'avait pas gardé bon souvenir de la société qu'il avait découverte lors d'une mis-



sion auprès de la légion à Sidi bel Abbès en 1945. Elle fut pourtant décisive pour le reste de sa carrière. Il resta en Algérie jusqu'en 1957 où il vécut, avec ses étudiants et des amis et collègues « libéraux », dont son ancien professeur de latin de khagne André Mandouze, les séquelles des massacres de Sétif, la Toussaint sanglante, les massacres du constantinois de 1955, l'arrivée du contingent, la bataille d'Alger. Comme l'a très bien dit Daniel Rivet, plutôt qu'une « conscience anticoloniale », le drame algérien lui fit sans doute acquérir une « conscience critique du fait colonial ». Il voulut comprendre comment un tel mur d'incompréhension et de haine

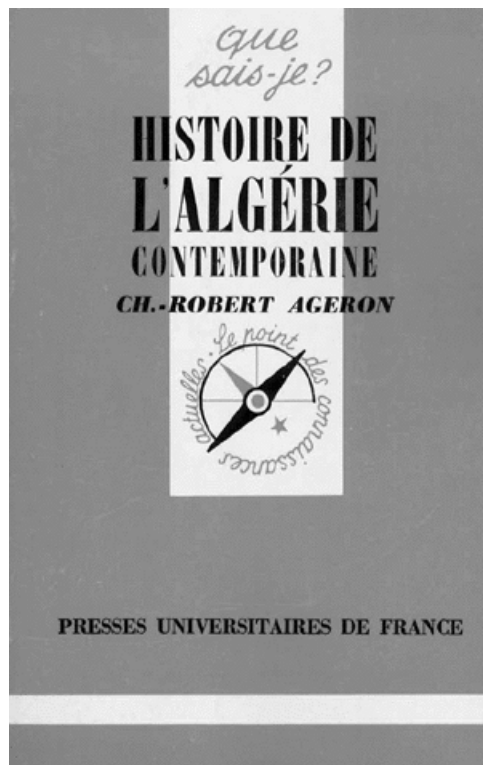
avait pu s'édifier entre les Musulmans et les Européens d'Algérie, pourquoi les gouvernants de la métropole avaient abdiqué en s'en remettant à la police puis à l'armée pour répondre à la montée du nationalisme arabomusulman. Ce devait être le motif du choix de sa thèse de doctorat d'État, à laquelle il commença à travailler dès 1950. Elle serait consacrée à la politique indigène de la

France en Algérie, à l'évolution de l'opinion en métropole et en Algérie à l'égard des Musulmans, au destin des Musulmans de 1870 à 1919, et elle serait dirigée par Charles-André Julien.

À son retour en France, il fut nommé au lycée Lakanal, puis successivement attaché de recherche au CNRS, assistant du professeur Renouvin, maître-assistant d'histoire contemporaine à la Sorbonne. Il retrouva Marrou et Bedarida et devint un familier des animateurs de la revue *Esprit*. En 1864, la publication de son *Que sais-je ? Une histoire de l'Algérie contemporaine (1830-1871)* le fit remarquer. Il venait d'achever sa thèse, mais il ne put la soutenir qu'en 1968, car il lui fallut quatre ans pour la faire imprimer. 1.800 pages en deux volumes, des centaines de notes, une bibliographie de 780 titres, c'était un monument. Ce fut surtout un événement. Par son titre d'abord : Les musulmans algériens et la France, on ne pouvait plus clairement indiquer que l'historien rompait avec les matrices de l'historiographie de l'Algérie française. Par la richesse et la diversité de la documentation utilisée : il fit son miel des archives, mais aussi des journaux, des brochures, des correspondances privées. Sa thèse marqua enfin par la nouveauté et la clarté de ses conclusions. Cent ans après Ismaïl Urbain, après Tocqueville qui avait écrit que « de notre manière de traiter les Indigènes dépend surtout l'avenir de notre domination en Algérie », Ageron écrivait : « La France qui n'avait su imposer en Algérie ni la politique indigène d'assimilation qui correspondait à l'instinct national, ni cette politique d'association que lui recommandaient les théoriciens libéraux, venait de laisser échapper en 1919 un moment décisif : elle n'avait pas mis fin à la sujétion coloniale en préparant l'entrée des Musulmans dans la nation française. On devait dès lors s'attendre à ce que les Musulmans d'Algérie dont on ne faisait pas des citoyens français revendiquassent un jour les droits du peuple algérien à disposer de lui-même. »

Sa thèse complémentaire sur le gouvernement du général Berthezène fut également remarquée car c'était la première fois qu'un historien s'intéressait à ce général indigène-

phile. Cette nouvelle approche de l'histoire de l'Algérie ne fut pas du goût de tous les Algérienistes. Xavier Yacono lui reprocha d'avoir pris parti pris contre les Européens d'Algérie. Mais Charles-Robert Ageron avait trouvé sa voie : il serait l'historien de la colonisation et de la décolonisation, car il avait découvert dans l'histoire de la France en Algérie que ces deux moments de l'histoire étaient intimement et profondément liés l'un à l'autre, que la colonisation n'avait pas seulement été victime de la montée des nationalismes et des idéologies de l'époque, mais qu'elle l'avait été d'abord de ses erreurs et de ses contradictions. Il publia successivement *Gambetta et la reprise de l'expansion coloniale* (1972), et l'année suivante, *Politiques coloniales au Maghreb, et L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*.



Tel était l'historien qui fut élu le 19 janvier 1973 en même temps que Charles Pellat et Jacques Miège, membre libre de notre Compagnie, au siège de Roger Letourneau, à la quasi unanimité par 72 voix sur 73. Ch. R. Ageron était alors professeur à l'Université de Tours, titulaire de la Chaire d'« Histoire contemporaine et de la colonisation » et directeur de l'Institut d'histoire de la presse et de l'opinion qu'il avait créé avec Henri Michel. Robert Cornevin souhaitait faire entrer dans notre Compagnie cet universitaire qui venait tout juste de doubler la cinquantaine, mais dont la bibliographie et la carrière faisaient une personnalité universitaire et scientifique de premier plan dans le domaine des sciences de l'outre-

mer. Se recommandant de notre confrère le regretté Marcel Émerit, il lui avait demandé de faire une communication à l'Académie, ce qu'il fit le 5 novembre 1971 sur l'autogestion rurale en Algérie, et de présenter sa candidature.

Commença alors une collaboration fructueuse entre le Centre d'études sur l'Afrique de Robert Cornevin et l'Académie d'une part, d'autre part les jeunes institutions créées par Ch. Robert Ageron, Henri Michel, puis René Raymond pour travailler sur l'histoire du temps présent. Ils tenaient autant l'un que l'autre à ce que l'histoire de la colonisation et la toute nouvelle histoire de la décolonisa-

tion aient leur juste place dans l'histoire contemporaine, sous la forme d'une histoire, scientifique, donc critique, distanciée des mythes et des passions. Cornevin présida la Commission d'histoire politique de l'Empire colonial français, créée au sein du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale. Ageron donna une importante communication pour un colloque sur Clémenceau et la question coloniale. Facilitée par la nomination d'Ageron à Paris XII-Créteil en 1981 et par son élection en 1988, à la présidence de la Société française d'histoire d'Outre-mer où il succéda à Jean Devisse, leur collaboration se poursuit au sein du groupe de recherche sur la décolonisation qui avait pris la suite du précédent sous l'égide de l'Institut du temps présent. Avec François Bedarida, ils oeuvrèrent de concert à la préparation de trois colloques sur les chemins de la décolonisation de l'empire colonial français, 1936-1956 ; Brazzaville, janvier-février 1944, Aux sources de la décolonisation ; L'Afrique noire française : l'heure des indépendances en 1981.

Les 640 pages du deuxième tome de l'Histoire de l'Algérie contemporaine dont Charles-André Julien avait rédigé le premier tome, avaient amené Charles Robert Ageron jusqu'au seuil de la guerre d'Algérie. Avec cet ouvrage magistral, 1871-1954, il aurait pu en rester là. Il n'en fut rien. Pendant près d'un quart de siècle, il poursuivit travaux et publications sur l'Outre-mer, sur la décolonisation, sur la guerre d'Algérie et sur son après-guerre.

C'est ainsi qu'après, France coloniale ou parti colonial (1978), parurent L'Algérie algérienne, de Napoléon III à de Gaulle, (1980), Les mémoires de Messali Hadj, postface et annotations, (1982) En 1991, il participa au tome II d'une grande Histoire de la France coloniale en deux tomes, œuvre collective qu'il préfaça. Et toujours chez Armand Colin, il publia un manuel sur la décolonisation française.

Mais son apport le plus substantiel se trouve dans des dizaines d'articles, dans sa participation à d'importants colloques, sur les sujets les plus brûlants que seul un homme ayant son courage, sa rigueur intellectuelle et sa passion pour la fraternité franco-algérienne, pouvait aborder : les harkis, l'OAS, les accords d'Évian, le décompte

des victimes de la guerre... Gilbert Meynier a réuni les plus importants de ces quelques cent vingt articles sous les titres Genèse de l'Algérie algérienne, De l'Algérie française à l'Algérie algérienne dans deux des cinq volumes de ses œuvres complètes éditées par les Editions Bouchène (Saint-Denis).

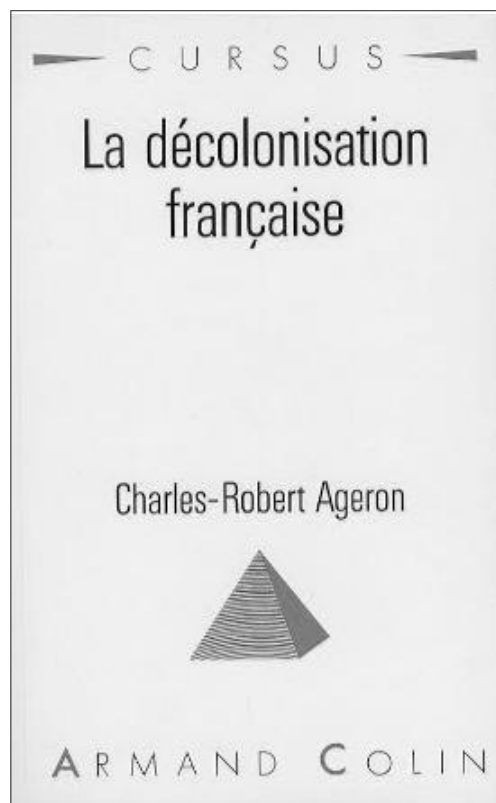
Ses confrères historiens maghrébins et français lui ont rendu un double hommage. D'abord, en lui remettant le 27 novembre 1995, à Zaghouan (Tunisie), à l'occasion du premier colloque d'histoire maghrébine les Mélanges Charles-Robert Ageron en deux tomes, réalisés par la

Fondation du professeur Abdeljelil Temimi. Puis en participant au colloque La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises, organisé à la Sorbonne en novembre 2000 par Daniel Lefeuvre de Paris VIII et Anne-Marie Pathé de l'IHTP, dont les actes furent publiés par la Société française d'histoire d'Outre-mer. On n'écrit plus l'histoire de l'Algérie, ni l'histoire coloniale comme avant.

En écrivant ses articles, Ch. R. Ageron avait tenté de relever un autre défi, qui n'était plus celui du scientifique historien, mais celui de l'historien citoyen : « débarrasser l'histoire traditionnelle de l'Algérie des mythes qui l'encombre », aussi bien ceux de L'Algérie française que ceux de L'Algérie algérienne, seule façon de réconcilier mémoire et histoire et de refonder l'amitié franco-algérienne. Il n'y est pas vraiment parvenu, puisque sa démarche est

encore jugée partielle, anticolonialiste, voire antinationale par certains, mais aussi critiquée par d'autres qui ne la trouvaient pas assez radicale. Un hommage tardif mais officiel fut rendu à ce grand historien français de l'Outre-mer et de la décolonisation lorsqu'il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur et qu'il fut reçu dans l'ordre national, quai Conti, en mars 2001, par Pierre Messmer. Ses confrères de l'Académie d'outre-mer, ses collègues de l'Université, ceux de l'Institut du temps présent, ceux de la Société française d'histoire d'Outre-mer, aucun n'oubliera ce qu'il lui doit.

Que madame Ageron, sa fille et son fils trouvent ici l'expression de nos condoléances et de notre profonde sympathie. ■



Actualité des relations franco-malgache : la tentative d'abandon?

Le Président Ravalomanana est arrivé au pouvoir en 2002 porté par un fort courant populaire qui était saturé du régime de M Ratsiraka et de ses dérives de dictature mégalo militaro marxiste, dont la communauté internationale avait fini par s'accommoder. Facilement réélu au premier tour en 2006, M Ravalomanana s'est employé depuis à transformer les structures du pays en songeant à sa réélection en 2011. Le problème est qu'en jouant lui aussi, à sa manière, la rupture, il ne peut éviter que celle-ci se fasse au détriment de certains intérêts de la France, omniprésente dans la Grande île. Les franco-malgaches, qui se comptent par dizaines de milliers et sont très attachés à leur double culture, ne peuvent qu'être désarçonnés par l'ouverture vers le monde anglophone et l'Asie qui inspire la nouvelle politique du Président malgache.

V. Rasoarimino



En 2010, Madagascar accueillera le XIII^e sommet de la Francophonie : une décision a priori rassurante pour qui douterait encore de l'avenir de la langue

française dans le paysage culturel malgache. Au-delà des tractations en coulisses entre entités étatiques, l'organisation de cet événement suscitera forcément des questions importantes à savoir la place de langue française notamment dans la transmission des connaissances, et donc dans la formation des jeunes qui seront certainement les décideurs demain. Cette perspective ne peut ainsi que confirmer la place de la Grande Ile dans la famille des nations cimentées par leur attachement à cette langue.

Pour autant, les relations entre la France et Madagascar n'ont pas été sans incident de parcours depuis l'arrivée de Marc Ravalomanana à la tête de l'Etat malgache, en 2002. Sorti ex-nihilo de l'univers politique africain francophone, jusque là occupé par des hommes du sérail, le nouveau Président malgache suscitait des interrogations dans les milieux français.

Dès le début de son mandat en effet, le régime Ravalomanana a pris ses distances vis-à-vis de la France ; même si cette attitude ne s'est pas affirmée de façon ostentatoire dans un premier temps, les décisions prises dans différents domaines étaient significatives : sur le plan de la politique économique, le gouvernement malgache

n'a pas signé rapidement l'accord sur la protection des investissements français à Madagascar ; le franc malgache, hérité de la colonisation a été enterré pour être remplacé par le « ariary », signifiant ainsi une sorte de retour aux sources de la malgachéité. Par ailleurs, les relations diplomatiques avec les

Etats-Unis ont été qualifiées de « lune de miel » ; en effet, depuis 2001, Madagascar a été le premier pays au monde à être éligible au Millenium Challenge Account (MCA), une initiative annoncée par G.W. Bush qui récompense les pays pauvres favorisant la bonne gouvernance et le libéralisme économique. En 2005, l'aide américaine par le truchement de l'USAID (Agence américaine d'aide au développement), actif à Madagascar depuis 1964, en était à son cinquième programme d'activités (166 millions\$ de projets). Sur le plan commercial, les Etats-Unis occupent le deuxième rang mais se trouvent encore devancés par la France.

Réélu confortablement en 2006, le Président Ravalomanana a manifesté sa volonté de légiférer par ordonnance en anglais durant son second mandat. Le référendum constitutionnel qui a appelé aux urnes sept millions d'électeurs a été une réussite pour le chef de l'Etat, mais a suscité une sorte « d'alarmisme culturel » : cette réforme adoptée en avril 2007, prévoyait en effet d'élever l'anglais au rang de troisième langue officielle, à l'égal du malgache et du français. Dans l'Armée, la France et ses grandes écoles militaires ne font plus référence, et sont remplacées par des académies américaines. Ce changement peut laisser présager l'apparition d'une nouvelle génération d'élites malgaches remplaçant

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

celles qui ont été formées dans les Universités et les Grandes Ecoles françaises.

Cette nouvelle donne diplomatique est conçue comme une phase décisive dans le processus de rupture avec les relations privilégiées que la France a continué d'entretenir avec Madagascar bien après la phase de décolonisation. Les autorités malgaches ont avancé des explications objectives à cette volonté politique jugée insolite dans l'histoire de la Grande Ile.

Les raisons économiques d'abord : Madagascar a intégré des entités anglophones comme la SADC (Communauté des Etats d'Afrique australe), au sein desquelles, les négociations se font exclusivement en anglais. Dans cette optique, Madagascar doit donc tout faire pour son développement en regardant plus vers le marché en expansion de l'Afrique du sud, et les investissements américains ont besoin d'une loi sur les investissements

formulée en anglais.

Favoriser les échanges commerciaux, faire face à un mondialisation rampante qui exige une large ouverture au monde, telles sont les explications majeures avancées par le gouvernement malgache. Il est indéniable que la diversification des partenaires extérieurs représente des atouts pour un pays qui est à l'affût de capitaux et d'aides étrangères nécessaires à la mise en valeur de ses potentialités et celles de Madagascar sont importantes. La découverte récente de gisements de pétrole illustre ceci : vingt-cinq compagnies étrangères ont signé des conventions d'exploitation off-shore ou on-shore. Récemment l'Inde a signé des promesses d'investissements à hauteur de 12 milliards\$, et pourrait devenir le premier investisseur étranger à Madagascar. L'arrivée de la Chine est aussi un élément important, ses méthodes d'investigation s'apparentent à une vraie offensive qui risquerait de brouiller encore plus les cartes.



Il est indéniable que ce nouveau cap diplomatique choisi par l'Etat malgache relève aussi d'un idéal nationaliste assorti d'une soif d'autonomie dans l'arène internationale ; ceci l'engage aussi à forger une image de Madagascar autre que celle d'une ancienne colonie française.

Néanmoins, la réalité évoquée par les données chiffrées démontre que cent ans de présence française ne peut pas être gommée aussi facilement : le réseau d'écoles françaises à Madagascar est le deuxième plus important au monde avec 16 établissements de l'AEFE (Agence pour l'Enseignement du Français à l'étranger) et dix établissements malgaches sont homologués scolarisant plus de 27 000 élèves. Par ailleurs, trente Alliances françaises ont accueilli en 2006 plus de 27 000 élèves (3^e rang mondial). Plus concrètement, les moyens pour promouvoir l'anglais restent à trouver, et former les instituteurs s'avère tout simplement de longue haleine.

On peut émettre quelques réflexions devant le cas précis de Madagascar en posant une autre problématique : un pays dit en développement peut-il aujourd'hui s'affranchir aisément de toute tutelle étrangère, alors qu'une palette de choix lui permet justement de « choisir » ses alliés ? Comment s'ouvrir à l'étranger sans perdre de vue ses propres intérêts alors que tout est réciprocité dans les règles du jeu international ? Depuis la chute du mur de Berlin, les Etats africains ne sont pas victimes d'un déclassement stratégique, n'en déplaise aux afro-pessimistes. A l'instar de Madagascar, le pari de l'indépendance à tout prix est certes un pari risqué, mais on pourrait aussi souligner une volonté sous-jacente « d'exister » et d'être soi dans un monde qui est tout sauf fermé et ainsi arriver à « savoir d'où l'on vient pour comprendre où on va ». ■

Elections législatives en Guinée Bissao (16 novembre 2008)

Eric Lem

Alors que des élections venaient de se dérouler à la satisfaction générale, la résidence du Président en place a été la cible d'une attaque en règle d'un groupe armé qui n'a pas fait de victime et a été repoussée. Cette intimidation ou tentative de coup d'état confirme la fragilité d'une situation qu'analyse notre ancien Ambassadeur à Bissau. Là comme en Mauritanie, même si les circonstances sont différentes, des élections libres ne suffisent pas à assurer la stabilité de la démocratie.

Après une campagne électorale assez dure où les différents partis en lice s'accusaient mutuellement d'avoir partie liée avec les trafiquants de drogue, les élections législatives bissao-guinéennes se sont déroulées dans le calme le 16 novembre 2008.

Marquées par une importante participation, jugées « libres et transparentes » par les observateurs étrangers, elles ont donné une majorité absolue au PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert). L'ancien parti unique que préside maintenant l'homme d'affaires Carlos Gomes contrôlera en effet plus de la moitié des sièges de l'Assemblée nationale populaire.

Les deux grands perdants de cette élection sont M. Koumba Yala dont le PRS (Parti de la rénovation sociale) n'obtient qu'une vingtaine de sièges alors qu'il en avait plus de 30 dans l'ancienne Assemblée et l'ancien Premier ministre, Aristide Gomes, dont le PRID (Parti républicain pour l'indépendance et le développement), dissident du PAIGC n'obtient que 5 sièges.

Cette élection peut s'interpréter comme un revers pour le président de la République Joao Bernardo Vieira car ce dernier soutenait ouvertement M. Aristide Gomes et avait fait savoir qu'il n'appellerait jamais - même en cas de victoire - M. Carlos Gomes à être Premier ministre. Un différend personnel très ancien sépare en effet les deux hommes, pourtant issus du même parti.

Les deux années qui nous séparent de la prochaine élec-



tion présidentielle s'annoncent difficiles :

- si le Président Vieira s'en tient à ce qu'il a dit et tente de choisir le Premier ministre dans le parti majoritaire, comme la Constitution lui en fait obligation, mais écarte son chef, il ouvre une crise à rebondissements.

- Si en revanche il accepte, par réalisme, de se dédire et de perdre la face, l'armée, qui n'a accepté son retour au pouvoir que par méfiance à l'égard du PAIGC, risque d'être à nouveau tentée d'intervenir sur le terrain politique. Elle éprouve en effet une hostilité toute particu-

lière pour M. Carlos Gomes, ancien soldat de l'armée portugaise pendant la guerre de libération.

La Guinée Bissao aura donc besoin plus que jamais pendant cette période de la douce ingérence de la mission permanente des Nations Unies et des actions de « facilitation » des pays amis, au premier rang desquels se tient maintenant l'Afrique du Sud qui vient d'ouvrir ce mois-ci une ambassade à Bissau. ■

Guinée- Bissao en chiffres

36.000 Km² . 1,7 Mds d'habts

Indépendance 1974

Capitale : Bissao

Monnaie : franc CFA

Pib/hbt 200 \$

Croissance : 5%

Dev humain :175 :177

PP ressource : noix de cajou

Au Cameroun, CLIO malmenée à propos d'un anniversaire

Serge Jacquemond

On sait que la belle Clio, la Muse de l'histoire, avait subi il y a trois ans les derniers outrages des députés législateurs (Voir article le viol de Clio dans le bulletin n° 8 d'avril 2006). Ces derniers sont venus à résipiscence dernièrement mais la malheureuse continue à subir des avanies.

Un exemple récent : la célébration d'un anniversaire d'il y a cinquante ans, dans les années qui ont précédé l'indépendance de l'Etat du Cameroun. Historiens, journalistes, producteurs de télévision, témoins recrutés sur le marché des faux, ont entrepris une véritable « danse du ventre » dans le dos de la déesse.

Heureusement, il en reste quelques uns pour défendre son honneur ... avec les « moyens du bord »

Bref résumé de l'Histoire pour Clio.

Le Cameroun, placé depuis 1922 sous le mandat de tutelle de la France à l'est et de la Grande Bretagne à l'ouest, a accédé à l'indépendance en 1960 à la même époque que les colonies françaises d'AEF et AOF.

Depuis 1956, son régime était celui de l'autonomie interne. Un Premier Ministre, M. M'Bida, dirigeait le gouvernement dont le Ministre de l'Intérieur, Mr. Ahidjo, avait sous ses ordres les administrateurs français commandant

encore la plupart des provinces. La France était représentée par un Haut Commissaire ; responsable des affaires extérieures, de la sûreté intérieure, de la monnaie etc. En 1956-58, c'était Pierre Messmer, ancien directeur de cabinet du Ministre socialiste Gaston Defferre, artisan convaincu et efficace de l'évolution réussie de la décolonisation de la France en Afrique noire.

Un parti politique, l'UPC, (Union des Peuples du Cameroun), d'origine marxiste, implanté dans le sud-ouest du pays et dirigé par un homme politique assez charismatique, Um Nyobe, faisait campagne pour l'indépendance immédiate depuis une quinzaine d'années. Ayant choisi la lutte armée plutôt que la voie parlementaire et provoqué des troubles sanglants, l'UPC avait été dissoute



en juillet 1955 et ses dirigeants avaient alors pris le maquis. Après l'échec d'une tentative de ralliement par l'intermédiaire de l'évêque de Douala, Messmer, en pleine coopération avec le Président M'Bida, représenté sur place par le Préfet Doustin (ancien de AROM) parvint à rétablir l'ordre et à affaiblir suffisamment l'UPC pour que ce parti, devenu hors la loi, ne soit plus un danger pour le gouvernement camerounais lorsque, en 1960 Ahidjo en devint le premier Président de la République.

Au Cameroun l'opposition actuelle au gouvernement du Président

Paul Biya saisit l'occasion de l'anniversaire de la mort, en 1958, d'Um Nyobe pour le célébrer en martyr et déniait à M. M'Bida et Ahidjo tout mérite dans la marche de leur pays vers l'indépendance.

En France, certains journaux, (Libération, Le Monde), et chaînes de télévision (la 5) ont adopté une démarche similaire.

Clio, toujours « fair play » a appelé pour AROM, au Tribunal de l'Histoire, deux témoignages exclusifs.

Témoignage d'Edouard Fermaud sur la mort de Um Nyobe.

Je lis dans les commentaires de certains journaux et à propos d'une émission (je crois de TV5) consacrée à l'accès-

sion à l'Indépendance du Cameroun qu'Um Nyobe, le leader du parti extrémiste qui prônait la lutte armée serait mort, selon certains « assassiné, selon un autre, au cours d'un massacre et selon un troisième à la suite d'un tir à bout portant ».

Il me revient à ce sujet le souvenir personnel suivant :

Affecté au Cameroun, j'y arrivais au moment de la mort d'Um Nyobe. La nouvelle n'en était encore qu'officiuse. Je ne saurais dire dans quelles circonstances je pris connaissance de cette information si ce n'est que c'était au cours d'une réunion décontractée et de la bouche même du lieutenant, (j'ai oublié son nom), qui commandait la compagnie à laquelle revenait ce succès militaire.

On ne savait pas m'a-t-il dit où se cachait Um Nyobe. et d'où il dirigeait ses équipes de propagande et ses commandos terroristes. On savait seulement par les services de renseignement qu'il venait parfois à Douala pour assister à des réunions clandestines, mais qu'il rentrait très vite dans la forêt. On avait fini aussi par situer en très gros la zone de son repaire. Ainsi, pour qui connaît tant soit peu le sud Cameroun et la densité de sa couverture arborée, autant chercher une aiguille dans un botte de foin. Dans ces conditions, l'armée recourrait à la seule méthode possible : éclatée en petite unités légères, elle s'efforçait de ratisser les abords de la forêt en tentant autant qu'il était possible de s'y infiltrer, à la recherche d'indices, de renseignements ou de rencontres éventuelles avec des groupes armés.. C'est au cours d'une de ces opérations que sa compagnie était tombée, tout à fait par hasard m'a-t-il dit sur un sentier qui s'enfonçait dans la forêt. Ses tirailleurs, en suivant ce tracé étaient parvenus à une petite clairière où s'élevaient quelques cases. (ou plutôt une grande case, je ne me souviens plus) . Alors qu'ils s'avançaient (vers elle ou elles), des hommes jaillirent qui se mirent à courir très vite en direction du couvert forestier .

Avant le moindre commandement, les hommes de la compagnie s'étaient mis à tirer, réflexe automatique des troupes africaines chez lesquelles la discipline de feu est bien la plus difficile chose à obtenir. Après qu'il eut obtenu de faire cesser le tir, le lieutenant entreprit de faire reconnaître les corps de trois ou quatre fuyards

qui, apparemment touchés, gisaient dans les herbes. Arrivé auprès de l'un d'eux mortellement atteint, l'un des tirailleurs s'écria « Celui-là, mon lieutenant, c'est Um Nyobe. ». Mon interlocuteur me dit qu'il ne disposait d'aucun signalement un peu précis du leader upéciste, aussi photographia-t-il le cadavre pour livrer un premier document témoin au service de renseignement.



Um Nyobe

Je me rappelle que, très curieux de savoir quelle tête pouvait bien avoir Um Nyobe, je demandais avec insistance au lieutenant de me montrer la photo qu'il avait prise. Un peu ahuri pour ce qu'il soupçonnait être visiblement un désir malsain de contempler un cadavre, il avait fini par y consentir. Il me présenta une très maladroite photo d'un corps étalé au sol et dont on discernait difficilement le visage ... bref, sans aucun intérêt, (du moins pou moi).

Voilà, je livre sans plus de commentaire ce souvenir qui me paraît éclairer un tout petit point d'histoire et de nature à dissiper nombre de phantasmes véhiculés par la légende que d'aucuns s'efforcent très clairement d'écrire autour de la mémoire d'Um Nyobe.

Souvenir de Jean-Louis Kaélin sur une mort tragique.

En 1956 j'avais deux ans. Ma mère m'a raconté : mon père Georges Kaelin, jeune administrateur de la FOM de 29 ans, était alors chef de la subdivision d'EDEA, pays de forêts dans lequel l'UPC était très actif. Le 26 décembre, dans le village de Songsinou alors qu'une manifestation commence à devenir violente, il se porte devant les émeutiers, sans armes, pour essayer de ramener le calme en évitant toute effusion de sang. Une balle de fusil tirée à tir

tendu l'atteint en pleine poitrine ; il décèdera cinq jours plus tard à Doula.

Décoré de la Légion d'honneur à titre posthume, mon père a été cité à l'ordre de la Nation et moi je suis devenu pupille de la Nation, mais on en parle plus.

Ce jeune homme avait un idéal, assurer la paix et la prospérité, idéal reconnu par les populations auprès desquelles il avait été affecté.

Oh Clio !!! personne n'a célébré le cinquantième anniversaire de la mort de Georges Kaelin. ■



Georges Kaelin

La décolonisation, un désastre universel

Christian LAMBERT

AROM avait accueilli dans son numéro 14 de mars 2008 un article de Christian Lambert sur les réalités africaines qui, bien que ponctué d'un point d'interrogation, donnait de l'Afrique un tableau particulièrement sombre. Dans le numéro 15 de juin, Michel Levallois, s'est indigné en sa qualité de président de la CADE et de membre d'AROM du fait qu'un tel article exprimant une vision et une sensibilité si critiques à l'égard de l'Afrique et des Africains ait pu être publié. Il concluait que sur un certain nombre de valeurs que nos associations défendent « on ne saurait débattre »

Comme on pouvait s'y attendre, cette mise en cause a suscité à son tour des réactions de plusieurs membres d'AROM. Jacques Ferret en a résumé la teneur en soulignant que la liberté de penser et de s'exprimer étaient des valeurs autrement importantes et que, sur le principe même de cette liberté on ne saurait transiger ou comme le disait Michel Levallois « on ne saurait débattre ».

Compte tenu du succès de ce débat, Christian Lambert nous en propose un nouveau qui n'est qu'une autre lecture d'événements qui ont marqué la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

La situation générale dans le monde était bien meilleure en 1935 qu'en 2008. En 1935, quatre empires coloniaux assuraient pour l'essentiel la paix, l'éducation et le développement de près de 2 milliards d'hommes, les empires britannique, français, portugais, et hollandais.

En 2008 la plus grande partie de la planète est en proie à des guerres incessantes, des massacres à répétition et il n'est pas de mois où le terrorisme ne fasse de nouvelles victimes. Que s'est-il donc passé pour qu'on en arrive à un tel désastre ?

Tout part de la 2^{ème} guerre mondiale. Roosevelt qui apparaissait alors comme le maître du monde détestait les empires coloniaux qu'il estimait sources d'oppression. Il n'avait guère de considération pour Churchill et il abhorrait de Gaulle dont il se gaussait publiquement. Ils nourrissaient en revanche, lui et son conseiller politique Harry Hopkins, une admiration sans bornes pour Staline. On assista alors pour des raisons diamétralement opposées mais concourant au même but, à la conjonction des politiques du Président des Etats-Unis et du dictateur soviétique, c'est-à-dire détruire les empires coloniaux européens. Pour le premier, il s'agissait de libérer des peuples « opprimés », pour le second de les rallier

au totalitarisme bolchevique.

Quelques rappels historiques oubliés, inconnus et surtout cachés sont ici nécessaires pour expliquer l'absence de jugement aussi effarant que criminel d'un Roosevelt qui au nom de la liberté et des droits de l'homme, aida puissamment à bâtir le plus grand empire totalitaire de l'Histoire de l'humanité qui s'étendit de Berlin jusqu'aux rives du Pacifique.

De 1942 à 1945, les Etats-Unis et un peu le Canada à la demande de Washington, donnèrent à l'URSS : 22 000 avions, 12 000 chars, 345 000 tonnes d'explosifs, des dizaines de milliers de camions, 17,5 millions de tonnes d'aides diverses, notamment alimentaires et des crédits pour des milliards de dollars. Pendant ce temps, les Soviétiques déportaient dans les pires conditions (des convois de wagons à bestiaux) 1 240 480 Allemands de la Volga, 407 920 Tchétchènes-Ingouches, 175 540 Baltes, 173 715 Ukrainiens, 170 000 Coréens, 165 630 Tatars de Crimée et 36 916 Polonais de Biélorussie. La mortalité était effroyable. Dans les années 1940, l'URSS comptait 13 millions de détenus et déportés dans au moins 2000 camps de concentration, les goulags dont certains étaient des camps d'extermination.



Theodore Roosevelt

Toujours est-il que pour ce qui est de la décolonisation, la politique de Roosevelt et de son ami Staline produisit des effets aussi immédiats que dévastateurs. J'évoquerai d'un mot quelques cas parmi bien d'autres. La décolonisation et la partition de l'Inde qui s'ensuivit en 1947 donnèrent lieu à un drame gigantesque entre Indous et Musulmans : plus de 100 000 morts, 17 millions de déplacés et la famine.

De l'Afrique je ne dirai rien. Chacun sait ce qui s'y passe, guerres permanentes et anarchie. Il n'est pas de mois où il ne se produise une catastrophe. Et en prime : corruption et affairisme. 400 milliards de dollars ont été détournés d'Afrique depuis les indépendances soit bien plus que la totalité de l'aide reçue chiffrée à quelque 200 milliards de dollars, sans



Staline



Charles de Gaulle

oublier l'émigration massive des Africains vers l'Europe et par tous les moyens. Je me bornerai plutôt à citer aujourd'hui la Birmanie que j'ai assez bien connue naguère. C'était un pays relativement riche, le premier exportateur mondial de riz ; Les peuples de Birmanie, d'une civilisation raffinée, vivaient en bonne intelligence sous la direction des Anglais, sans doute les plus grands colonisateurs de l'Histoire après les

Romains. Survint l'indépendance. Aussitôt les minorités Karen, Shan, Kashin, Wa, Môn, entrèrent en guerre contre les Birmans. Voilà 40 ans que durent ces guérillas, qu'une dictature ubuesque ne parvient pas à réduire. Enfin on ne peut pas ne pas citer le développement de la piraterie maritime à partir des côtes d'Afrique notamment, souvent sous la direction de chefs islamistes. On en est revenus aux barbaresques mahométans qui aux XVIIIème et XIXème siècles arraisonnaient les navires et lançaient des raids sur tous les rivages européens pour se procurer des esclaves et des femmes pour les harems.

Bref, la décolonisation imposée par les Démocrates américains et les Soviétiques, a été la cause de dizaines de millions de morts, de l'apogée du communisme dans le monde, c'est-à-dire le crime, l'incurie et la corruption et aussi du réveil de

l'Islam intégriste dont le vrai programme est celui d'al Qaïda : retour à une dictature religieuse obscurantiste par le terrorisme. On voit ce qu'il en est en Irak et peut-être plus encore en Afghanistan que je connais bien pour avoir été Chef de Poste diplomatique à Kaboul pendant près de 4 ans. On sait aussi ce qu'il en est au Pakistan où des tribus encore primitives, illettrées à près de 80% peuvent faire preuve d'une extrême barbarie. A cela s'ajoute dans tous ces pays musulmans la menace permanente sur les sources du pétrole.

Ce qui est piquant dans ce terrible fiasco, c'est que l'Organisation des Nations Unies, d'une certaine façon, tente de

refaire la colonisation. De 1948 à mars 2005, l'ONU a monté 59 opérations de maintien de l'ordre auxquelles ont participé 123 Etats utilisant 4143 militaires fournis par 103 pays pour un coût de 31 milliards 540 millions d'Euros et ça continue ! Malheureusement l'énorme et onéreux « machin » n'arrive à rien, on sait ce qui se passe au Darfour, au Congo dit démocratique, aux Zimbabwe, etc. En 2008 on dénombre 860 millions d'être humains souffrant de la faim et parfois de famine. En Afghanistan, plus de 15 milliards de dollars ont été versés depuis 2002, chiffre officiel, mais 70% ne seraient pas parvenus aux Afghans. Au Liban, la FINUL n'a rien pu faire pour imposer la paix. En Côte d'Ivoire sont stationnés 9 000 Casques bleus plus 1844 militaires français (l'opération Licorne) coût : plus d'un milliard d'Euros par an. Pour quel résultat ?

L'ONU et son bilan me font irrésistiblement penser à la légende de l'arche de Noé : frappés de prétention, les fils de Noé voulurent un jour élever à Babel une grande tour pour atteindre le ciel. Dieu les contempla et les trouva tellement insensés qu'il anéantit leur ouvrage et leurs efforts, mettant fin à leur stupidité.

Et voici ma conclusion : Si un lecteur peut me démontrer que la décolonisation et de façon générale la gouvernance qui sévit dans le monde depuis 60 ans sont positives, qu'il veuille bien le faire. ■



Winston Churchill

La réorganisation de nos forces armées

Général (2s) Chavannes

En moins d'un siècle, la France a subi trois invasions, mais aujourd'hui grâce à la construction de l'Europe et à la fin de l'empire soviétique, les risques d'une seconde guerre mondiale se sont éloignés. Cependant, la planète reste instable, en proie à des conflits régionaux permanents ou résurgents, à des crises de tous ordres, à une prolifération balistique inquiétante et surtout au terrorisme dont la menace, aléatoire dans la forme, l'espace et le temps, abolit la frontière traditionnelle entre la sécurité intérieure et extérieure.

Dans ce contexte, quatre zones critiques ont été identifiées : l'arc de crise : Mauritanie -Pakistan, l'Afrique subsaharienne, le continent européen (Balkans - Caucase), l'Asie.

Généralement orienté vers le Nord Est et conçu après la guerre froide, le dispositif de notre défense ne tient pas toujours compte de ces nouvelles menaces. Notre outil de combat doit donc être remanié en conséquence.

C'est pourquoi le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité intérieure a été présenté le 17 juin 2008 par le Président de la République, Chef des Armées. Valable pour les 15 ans à venir, ses prescriptions seront progressivement réalisées grâce à 2 Lois de Programmation militaire successives de 6 ans chacune : la LPM 2009-2014 et la LPM 2015-2020.

Selon ce Livre blanc, les fonctions de dissuasion, de protection, de prévention et d'intervention restent indispensables mais doivent s'y ajouter, outre les notions de réactivité et de résilience, celle, prioritaire, de « connaissance et anticipation » devant permettre à la France de conserver l'initiative pour assurer la sécurité des Français, défendre nos intérêts stratégiques, respecter nos alliances et assurer nos responsabilités internationales.

Par ailleurs, la réorganisation des armées fait aussi partie de la révision générale des politiques publiques ou RGPP, lancées par le Gouvernement, et qui se réalisent, hélas, dans un climat de ralentissement économique dû au faible taux de croissance, (moins de 1%), au poids énorme et croissant de la dette (vers 300 milliard d'Euros) et à l'aggravation du déficit budgétaire (plus de 50 milliards d'Euros). En vertu de cette révision, il a donc été demandé à chaque ministère de faire des économies.

Heureusement, le Président de la République a déclaré que, compte tenu de l'état de notre Défense, son budget serait maintenu à 2% du PIB et que de plus, évaluées de 2 milliards d'Euros, les économies réalisées par le Ministère de la Défense, seraient reportées sur le renouvellement des matériels majeurs à bout de souffle, sur une préparation opérationnelle adaptée à des engagements de plus en plus exigeants et sur l'amélioration de la condition militaire.

Ainsi donc, le format des armées sera réduit et les forces seront allégées, mais un rééquilibrage interviendra au profit de l'opérationnel. Les services de l'administration et du soutien – actuellement propres à chaque armée – seront mutualisés. La cure d'amaigrissement de la Défense se traduira par la suppression progressive de 54.000 emplois, dont 17.000 civils, et, dès le 1er janvier 2009, la gendarmerie passera du Ministère de la Défense à celui de l'Intérieur ¹

Tandis que les structures de commandement tant centrales que régionales seront regroupées ou réduites, on procèdera à la dissolution ou au transfert de régiments et de détachements, à la suppression d'écoles et de camps.

Pour l'essentiel, les forces terrestres seront alors déployées sur 87 bases de défense dont 78 dans l'hexagone et 9 outremer, une base de défense devant englober autour d'un point central, dans un rayon d'environ 30 kms, quelque 2.800 hommes. Dès 2009, 11 bases dont 1 à Djibouti devraient être mises en œuvre.

En définitive, la dissuasion aérienne et navale restera l'un des fondements de notre stratégie.

Au plan opérationnel, lorsque la réforme sera achevée, le commandement des forces terrestres disposera notamment du corps de réaction rapide, de trois régiments d'hélicoptères et des forces spéciales. Il aura sous ses ordres 8 brigades interarmes et 3 brigades spécialisées (renseignement, transmission, logistique) ².

Évaluée à 88.000 hommes, la force opérationnelle devra pouvoir faire face à tous les scénarios de crise mais, en tous temps, seront prévus :

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

- 5.000 hommes susceptibles d'être mis en alerte dans des délais réduits (alerte « Guépard »)
 - 10.000 hommes en renfort du dispositif de sécurité publique (Vigipirate)
 - 30.000 hommes en mesure d'être projetés en six mois pour 1 an sur un théâtre distant de 7. à 8.000 kms.
- Par ailleurs la Marine, avec ou sans porte-avions, devra être capable de déployer une force navale et aéronavale composée de 2 à 3 bâtiments de projection et de commandement, leurs frégates d'escorte et leur soutien logistique.

De son côté, l'armée de l'Air devra être en mesure de déployer simultanément 70 avions de combat sur les 300 Rafale et Mirage 2.000 modernisés. Le parc serait unique pour l'Armée de l'Air et pour la Marine.

Outremer, le dispositif avec forces de souveraineté, forces de présence et OPEX multinationales ne sera arrêté qu'après négociation des accords de défense avec les Etats africains.

Dans l'avenir, il sera prévu :

- Des forces de théâtre concentrées en Guyane, à la Réunion et en Nouvelle Calédonie, le service militaire adapté étant maintenu.
- Un point d'appui sur chaque façade africaine : sur l'Atlantique, Dakar ou Libreville- sur l'Océan Indien : Djibouti.
- Un ou deux points d'appui dans le golfe persique.

Un plan est modifiable et il y a toujours une marge entre la théorie et la pratique. Mais, c'est à partir de 2009 que la réorganisation des forces armées va progressivement s'appliquer dans l'optique du Livre blanc.

La réforme ainsi programmée suggère les réflexions suivantes :

- Dès l'an prochain, la vie de nos compatriotes sera bouleversée par les premières dissolutions, les premiers transferts et regroupements. Plusieurs dizaines de milliers de personnes seront concernées.

Avec la disparition de régiments, des villes vont perdre une partie de leurs ressources. Malgré les compensations envisagées, on doit s'attendre à des protestations et à des manifestations.

Du côté militaire, malgré les difficultés familiales, (logements, emplois des épouses, instruction des enfants) la discipline qui caractérise notre armée professionnelle devrait assurer le succès de la réforme à échéance.

- Le budget de la Défense a tant de fois fait office de variable d'ajustement dans le passé, qu'il faudra tout le poids de la promesse du Président de la République pour que soit maintenu le report des économies de 2 milliards d'euros sur les nouveaux matériels et équipements indispensables.

- La recherche d'économies, mais aussi d'efficacité qui s'appliquera ainsi à notre Défense, s'orientera sans nul doute vers l'Union Européenne, l'OTAN et L'ONU. Les Opérations extérieures de stabilisation et de maintien de la paix seront en effet, dans la mesure du possible, de plus en plus assurées donc payées dans un cadre multinational.

- Dans notre monde incertain, les menaces et les risques- il convient de le répéter- sont multiformes et peuvent surgir n'importe où. Il semble cependant, qu'avec le nouveau système de bases de défense et de forces mobiles, notre territoire sera toujours protégé au nord et à l'est, mais sera mieux sécurisé face au sud. ■

1 L'armée de l'Air perdra 25 % de ses effectifs (et de ses moyens), l'Armée de Terre de l'ordre de 18%, la Marine quelque 11%.

2 Voir l'organigramme en annexe (Extrait de la revue « Terre information Magazine » de septembre 2008)

FORCE OPÉRATIONNELLE TERRESTRE

8 brigades interarmes

Blindés

Décision

Brigade
blindée



2 Régiments
blindés



Brigade
blindée



2 Régiments
blindés



Multirôles

Brigade légère
blindée



1 Régiment
blindés légers



Brigade légère
blindée



1 Régiment
blindés légers



Infanterie

2 Régiments
infanterie
mécanisée



2 Régiments
infanterie
mécanisée



1 Régiment
infanterie
motorisée



1 Régiment
infanterie
motorisée



1 Régiment
infanterie
mécanisée



1 Régiment
infanterie
mécanisée



Feux dans la profondeur

1 Bataillon
artillerie



1 Bataillon
artillerie



1 Bataillon
artillerie



1 Bataillon
artillerie



1 Régiment
artillerie



1 Régiment
artillerie



Défense sol/air

1 Bataillon
artillerie
sol air



1 Bataillon
artillerie
sol air



1 Bataillon
artillerie
sol air



1 Bataillon
artillerie
sol air



1 Régiment
génie



1 Régiment
génie



Génie

¹ : Corps de réaction rapide-France

² : Centre de mise en oeuvre

³ : Nucléaire radiologique biologique chimique

⁴ : Groupement d'information opérationnelle

⁵ : Agencement de l'espace terrestre

⁶ : Le 1^{er} RTP appartient à la brigade infanterie parachutistes

Autres forces

Outremer et étranger

En cours de redéfinition

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT





Lu dans la presse et dans les revues ...

Cameroun 1958 : « la guerre cachée de la France »

Sous ce titre, Libération publie un article célébrant le cinquantième anniversaire de la mort, le 13 septembre 1958, de Ruben Um Nyobe, le leader de l'UPC (Union des Populations du Cameroun). L'article présente sur une pleine demie page la photo de l'homme politique entouré de collaborateurs, comme lui en costume européen et cravate, très dignes et, en deuxième page - contraste- la photo horrible de 3 têtes coupées et tuméfiées d'africains, « rare témoignage subsistant aujourd'hui de la répression impitoyable menée par

l'armée coloniale française contre l'UPC », écrit l'auteur de l'article, Fanny Pigeaud, correspondante du journal à Yaoundé, pour continuer plus loin, « les upcistes sont infiltrés, arrêtés, torturés, déportés, assassinés, décapités. Des dizaines de villages sont rasés, d'autres bombardés au napalm. Les autorités coloniales sous la direction du Haut Commissaire de l'époque Pierre Messmer imposent un régime de terreur. Mais en Métropole ces événements passent inaperçus. Le corps expéditionnaire a été envoyé dans une semi clandestinité. »

Heureusement, à lire l'article, il existerait encore au Cameroun à ce jour, des témoins fiables pour témoigner des horreurs subies et des historien (patentés ?) pour écrire l'Histoire (avec un grand H), en toute objectivité bien sûr, comme Mme Pigeaud...

Il est regrettable qu'un grand quotidien d'opinion comme Libération se prête ainsi à ce qui constitue une véritable manipulation de l'opinion à partir de préjugés anticolonialistes, en dehors de tout souci d'objectivité. ■ *Serge Jacquemond*

L'aventure coloniale en bandes dessinées

Le Monde a ressorti pendant l'été une « histoire de France en bandes dessinées » écrite en 1978 (parue en 1980 chez Larousse) qui va de Vercingétorix à De Gaulle. Chacune

des 16 publications est présentée par un historien actuel qui recadre l'œuvre d'il y a 30 ans dans le contexte de 2008

La 14ème livraison qui nous intéresse est consacrée à l'aventure coloniale dans laquelle s'est lancée la 3ème

République entre 1871 et 1913

Pour le grand public, qui ignore tout de Fachoda ou de Béhanzin, la contemplation des dessins, bien faits et attrayants, est certainement une bonne occasion d'en savoir un peu plus sur une « aventure » qui commence à avoir des relents d'Histoire



ancienne.pour ne pas dire de « Préhistoire »....

On ne s'ennuie certes pas en contemplant les belles planches de dessins mais on regrettera sans doute un choix (il faut bien en faire !) un peu trop partial dans les épisodes traités, 4 pleines pages consacrées à la lutte d'Ahmadou contre les Français, 4

également à celle de Samory. Par contre, le pacifique Brazza n'a droit qu'à 3 pages tandis que toute l'histoire de la conquête de l'Indochine se résume en un unique dessin : « Bac-Ninh, victoire des Pavillons Noirs sur les diables étrangers ». Dépassant le cadre limite de 1913, les auteurs de la B.D.- à titre prospectif sans doute - terminent leur histoire en une dernière

image « 1920, Congrès de Tours .Un jeune Vietnamien patriote y prend la parole :Nguyen Ai Quoc, le futur Ho Chi Minh ».

En conclusion, une publication intéressante, mais qu'il ne faut pas prendre pour la Bible ...ou le Coran.■

Jean Serjac.

Au Rwanda : "un marché" de témoins.

Le Monde du 22 novembre publie un article d'un professeur de Droit à Paris 1 qui laisse perplexe au moment où l'actualité nous rappelle au souvenir de l'horrible génocide des Tutsis en 1994: désistement des principaux témoins à charge de l'enquête du juge

Bruguière, arrestation de Mme Kabuyé, collaboratrice du Président Kagamé....

Le professeur, témoin expert auprès du TPIR d'Arusha, explique qu'un véritable "marché" des témoins auprès de la justice internationale s'est, au fil des ans de procédure, notablement structuré. Des témoins

"professionnalisés" s'échangent entre les parties d'un procès à l'autre ; les faux témoignages ont été institutionnalisés avec les repentis ; la banalisation des débauchages et des rétractations affaiblit partout les procédures. C'est le moins que l'on puisse dire, en effet, 14 ans après les faits.■

Jean Serjac

« Coup de cœur » : les ministres et la communication

Les Ministres et Secrétaires d'Etat rivalisent sur leurs blogs en matière de communication. Celui du Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie ne pouvait être en reste, puisque M Alain Joyandet qui est aussi maire de Vesoul et Conseiller général, est un ancien « patron de presse » .

Dans une rubrique fort sympathique intitulée « **coup de cœur** » il rend compte de la signature le 20 novembre, avec l'appui de l'AFD, d'une convention passée avec l'association « **Diambars** ». Cette association, créée par de

célèbres joueurs de football comme Bernard Lama et Patrick Vieyra, vise à donner à des jeunes qui veulent devenir professionnels de football des enseignements généraux et techniques pour compléter leur formation. Un tel centre existe déjà au Sénégal. La convention signée permettra d'en ouvrir un en Afrique du sud d'ici 2010. Nul doute que cette initiative, exemplaire en matière de recherche d'une intégration par le sport, bénéficiera d'autres concours.

Raymond Césaire



Alain Joyandet avec Bernard Lama



Vu au cinéma ...

Dernier Maquis

de Rabah Ameur-Zaïmeche

France - 2008. 1h.33

Le dernier film du cinéaste-acteur Rabah Ameur-Zaïmeche, dont on

donne aux palettes, vestige archaïque d'une société vieillie, un relief rare sur lequel viennent s'accrocher les couleurs des vêtements de pluie des manoeuvres noirs.

Les mouvements, quasi chorégraphiques des chariots-élévateurs, du peintre et des réparateurs de palettes, du manoeuvre, enfin, dans son escalade souple de piles de palettes, pour, sublime trouvaille, se découvrir muezzin à son sommet.

Quant aux formes architecturales de ces "falaises" de bois, elles impriment au décor une poésie rude et vivante que ne révélaient pas aussi clairement les premiers films.

Confirmation, ici, à coup sûr, d'un auteur aux préoccupations engagées que viennent transcender de réels talents de peintre, d'aménageur et d'esthète.

Jean-Paul Martin



avait déjà remarqué "Wesh Wesh" et "Bled Number one" abandonne les horizons ouverts de son second film. Celui-ci s'analyse comme une sorte de huis-clos de hautes parois de palettes rouges, où s'affrontent, à partir de salaires contestés et d'une modeste mosquée diversement reçue, une hiérarchie d'ethnies ouvrières également aliénées par un patron madré qui se heurtera finalement, en dépit de la docilité de certains, à une grève sauvage et brutale. Outre la signification politique, religieuse et socio-culturelle de l'histoire, c'est l'inventivité et la maîtrise des couleurs, des mouvements et des formes qui retiennent l'attention. Les couleurs, le rouge, d'abord, envahissant symbole du lieu et qui





Lu chez le libraire ...

L'Afrique de Sarkozy – Un déni d'histoire

J.P. Chrétien (dir.) – juin 2008, Karthala, 204 pages.



Bien que la critique du discours de Dakar ait été déjà faite, le décryptage apporté par ce petit livre dirigé par J.P. Chrétien va beaucoup plus loin. L'ignorance et l'arrogance continuent de « justifier » notre diplomatie et nos politiques de « coopération » ou d'immigration. Contre l'Afrique « qui ne connaît que l'éternel recommencement » et « l'homme africain qui n'est pas assez entré dans l'histoire », chacun des cinq auteurs rappelle « la dimension historique dans laquelle s'inscrit le destin des peuples afri-

cains » et dénonce « cette régression culturaliste et différentialiste ... »

Jean-François Bayart montre, que « les appels vibrants en faveur de la refondation franco-africaine, durant la campagne électorale » dissimulaient une grande continuité.

J.P. Chrétien réussit à tracer en 65 pages les grands moments de l'histoire de l'Afrique, depuis la préhistoire jusqu'aux indépendances. Il analyse également l'apparition d'une nouvelle historiographie qui reste largement méconnue. « L'opinion française vit au rythme d'un balancier entre la culpabilité coloniale et l'arrogance humanitaire »

Selon Achille Mbembé, l'Afrique reste pour les Français « un intarissable puits aux fantasmes. Des générations de Français ont été exposées à cette éducation coloniale ». Il appelle à « une pensée africaine de l'universel » servant de soubassement à « une politique du semblable et de l'égalité ». La politique officielle de la France en Afrique est devenue un immense fardeau moral aussi bien pour les Africains que pour les Français. Il est temps pour les uns et les autres de s'en libérer.

Pierre Boilley explique notre ignorance en analysant les programmes du secondaire et les sujets au concours d'agrégation sur vingt ans : « L'Afrique n'apparaît qu'en filigrane et toujours sous l'angle de l'histoire de la France et de l'Europe ».

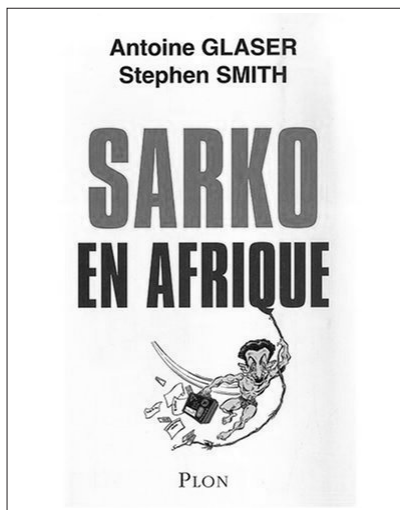
Enfin, Ibrahima Thioub nous offre en contraste l'histoire vue d'Afrique et la synthèse des courants et débats de l'Ecole historique de Dakar depuis une cinquantaine d'années. Si la première génération d'historiens s'était focalisée sur la traite atlantique des esclaves et sur la responsabilité de l'Europe, une nouvelle vague d'historiens inscrit « le système de la traite atlantique dans l'accumulation du capital en Europe, mais aussi dans la subordination à cette logique des régimes politiques africains ». Dans l'analyse des rapports à l'ordre colonial, « un courant critique très précoce... insiste sur la complexité des stratégies d'accommodation à la domination... La responsabilité des classes dirigeantes est engagée. Actuellement, « le récit historique africain met en scène de nouveaux acteurs jusqu'ici exclus de ses préoccupations » (les jeunes, les paysans, les femmes...) et de nouveaux thèmes (la maladie, la société civile, les mentalités...) plus proches de l'histoire contemporaine et immédiate.

Au-delà de l'analyse décapante d'un discours révélateur de nos visions partiales et de nos politiques au mieux paternalistes, c'est à un changement radical de notre regard sur l'historicité des pays africains, sur notre place, modeste, dans le monde et sur la nécessité de nouveaux rapports franco-africains entre semblables et égaux, auquel nous invite ce livre précieux. ■

Georges Courade

Sarko en Afrique

Ed PLON octobre 2008, 212 pages.



L'avantage des livres sur le Président de la République est qu'ils sont toujours assurés d'un minimum de succès et donc de recettes pour l'éditeur pour peu qu'ils portent un titre accrocheur. Celui d'Antoine Glaser et de Stephen Smith ne déroge pas à la règle. Les deux compères avaient déjà publié ensemble en 1992 et 1997, « Ces messieurs Afrique » chez Calman-Lévy, « l'Afrique sans africains : le rêve blanc du continent noir » en 1994 chez Stock et « Comment la France a perdu l'Afrique » en 2005 chez Calman-Lévy.

Les auteurs, outre leur capacité d'analyse, sont parmi les meilleurs connaisseurs de la petite histoire et des petites histoires de l'Afrique. Ils s'en prennent volontiers à ces entourages habiles qui, congédiés par la porte reviennent par la fenêtre et font depuis des décennies la politique du « roi » toujours à court, non pas tant d'idées que de truchements pour les faire aboutir auprès de ses partenaires africains.

L'analyse n'est pas fausse et tou-

jours divertissante depuis l'absence de passé africain du Président, le « big-bang » annoncé par le candidat, les incompréhensions du discours de Dakar, les « baudruches » du partenariat stratégique ou du co-développement, jusqu'à l'apprentissage de la réalité africaine par l'incontournable Omar Bongo. Toujours avide de reconnaissance, Sarko aurait sauté sur le Darfour avec son allié d'ouverture et de coups médiatiques qu'est Bernard Kouchner pour finir par sauver le soldat Déby. En faisant prendre le relais par l'Europe, son seul souci serait de sortir du « piège colonial ».

Sont donc revenus, « dans l'ombre de Foccart » Robert Bourgi et l'entourage de Jacques Chirac. « Sarko, le justicier » n'aurait guère eu de succès « surtout si l'on fait la balance entre les biens mal acquis et les généreuses remises de dettes ». En « PDG de l'équipe France » et n'hésitant pas à « mouiller sa chemise », avec les Bolloré et les patrons de Total, d'Aréva, des transports et même des cotonniers qui ont reçu l'appui de l'AFD, le portait tracé

est plutôt sympathique.

L'analyse de la politique d'immigration choisie et celle sur le dispositif militaire et la volonté qu'aurait le Président de « plier les gaules » sont plus subtiles, tandis que le passage consacré à « Sarko et son Jazz-band » reprend le cours d'histoires de politique intérieure.

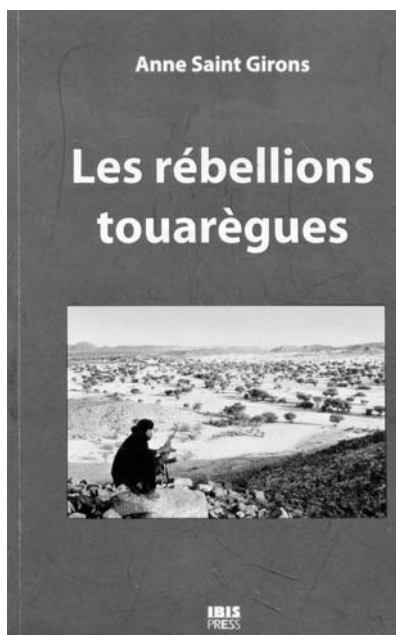
En terminant par un chapitre sur « Sarko, l'obligé de Bongo », ce livre montre en définitive assez bien comment, par nécessité, en tenant compte des liens, des intérêts, des petits travers, des appétits plus ou moins inconsidérés des uns et des autres, Sarko en est venu, lui aussi, à faire prévaloir un principe de réalisme dans cette « bande dessinée » qu'a toujours constituée, non pas notre politique, mais notre relation avec l'Afrique et les Africains. Ce principe de réalisme est évidemment mal ressenti par tous ceux qui, confusément, voudraient voir l'Afrique aller mieux et être gérée selon notre modèle.... que nous croyons toujours universel. ■

Bernard Laffitte



Les Rébellions Touarègues.

Anne Saint Girons. Editions Ibis Press. 4 Rue des Patriarches. 75005 Paris.



Le premier intérêt du livre « Les Rébellions Touarègues »¹ d'Anne Saint Girons est que la description et l'analyse de ces rébellions s'y poursuivent à partir de celles de 1963 au Mali, celles de 1990 – 1994 au Mali et au Niger jusqu'aux plus récentes, celle de 2006 à 2008 au Mali et celle ouverte en 2006 au

Niger et n'ayant pas cessé à ce jour. La première rébellion s'est déroulée dans une seule partie de l'Adagh (actuelle 8ème Région du Mali). La seconde a été animée par un réflexe communautaire fort des jeunes, retour de Libye. Les mouvements récents et actuels au Mali et au Niger se différencient l'un de l'autre plus que les précédents et, concernant le Mali on peut se demander si la qualification « rébellion » caractérise avec justesse certains aspects du dernier mouvement.

Cette première partie de l'ouvrage est complétée par deux chronologies détaillées des rébellions tant au Mali qu'au Niger.

Le second intérêt de l'étude est qu'elle ne se borne pas à décrire les successifs moments des rébellions. Elle consacre une analyse à « la question touarègue » pour, à partir d'elle, comprendre l'origine, le sens et l'évolution de ces rébellions. Elle se livre à une intéressante définition de l'identité touarègue et à la description de la crise qui l'affecte. Elle souligne le développement inégal du Nord et du Sud tant au Mali qu'au Niger. Elle fait une analyse pénétrante du problème d'une « nation touarègue » en soulignant que « les Touarègues n'ont jamais été unis » mais « forment une entité homogène ».

Un autre intérêt du livre est de non seulement évoquer mais d'écrire, dans sa troisième partie, le contexte international dans lequel se sont déroulées et se déroulent ces rébellions. Sont ainsi traitées successivement les actions des pays limitrophes, Algérie, Libye, Burkina-Faso, celles de la France dont les territoires coloniaux contenaient l'essentiel du monde touarègue avant leurs indépendances, mais aussi celles, plus récentes, de la Chine, des Etats-Unis et même des organisation supra-étatiques, certaines de ces actions portant un intérêt marqué au sol et au sous-sol.

Au terme de cette description et de ces analyses l'auteur estime en conclusion que « les éventuelles rébellions à venir ne seront plus ethniquement définies, mais socialement déterminées ». On peut être retenu par cette affirmation mais se rappeler que les mouvements humains sont moins rapides qu'annoncés et que l'originalité touarègue persistera un temps encore malgré les raisons de son affaiblissement évoquées par l'auteur.

Outre les chronologies déjà citées, le livre se termine par une riche bibliographie et un bon index.

Jean Clauzel

¹ La question touarègue a fait l'objet d'un article substantiel dans le bulletin n° 13 de novembre 2007 d'AROM qui en indiquait toute la complexité ainsi que la difficulté de la position de la France, « garante des accords de paix », mais qui possède aussi de très importants intérêts miniers dans cette région sensible.

Le XII^{ème} Sommet de la Francophonie



Le XII^{ème} Sommet de la Francophonie qui s'est réuni du 17 au 19 octobre à Québec a marqué le couronnement des fêtes du 400^{ème} anniversaire de la fondation de la ville. Il avait été précédé d'une multitude de réunions ministérielles, parlementaires ou techniques dont le bulletin n°15 d'AROM avait annoncé la tenue.

Si la présence du Président Sarkozy a été jugée par certains trop rapide, tout le monde a admis que la dépression boursière et l'entretien avec le Président Bush pouvaient expliquer qu'il en fut ainsi. Le Premier ministre et les membres du gouvernement directement concernés ont pris activement leur part aux travaux et visites.

On retiendra de la « Déclaration de Québec » la variété des sujets traités : la défense et le rayonnement de la langue française bien sûr, mais également la paix, la gouvernance démocratique et l'Etat de droit, les crises locales ou structurelles, les solidarités économiques, l'environnement et le développement durable. Autant de sujets qui mobilisent les 56 Etats membres et 14 observateurs qui participent, au sein de l'OIF, à la même

dynamique de solidarité et de partage.

Fondée sur le rassemblement librement consenti de pays qui, par delà divergences politiques et vicissitudes de l'histoire, tiennent à garder en partage la langue française et les valeurs qui lui

sont liées, la Francophonie apparaît aujourd'hui comme « une communauté d'espérance et de destin » particulièrement apte à relever avec succès les défis de la mondialisation.

Un certain nombre d'observateurs ont cependant regretté que beaucoup de responsables francophones aient perdu l'ardeur initiale des pionniers. Instrument utile, la résolution de l'UNESCO sur la diversité culturelle apparaît comme un esquif bien frêle dans l'océan de l'anglomanie. Reste bien sûr la créativité des cultures francophones - on saluera de nouveau le Prix Nobel de littérature décerné cette année à J.M.G. Le Clézio, écrivain de haute lignée et modèle de ce « métissage culturel » exalté par Senghor -, le développement d'un outil de communication planétaire

comme TV5 Monde, l'explosion du numérique, enfin, qui ouvre des espaces nouveaux à l'accès aux savoirs, à la circulation des connaissances et au partage des fonds patrimoniaux.

Le choix de la ville qui recevra le prochain Sommet en 2010 a fait l'objet d'un débat animé. Antananarivo l'a finalement emporté. Puisse ce choix donner un élan nouveau à la francophonie de « la Grande Ile » !

La France ne pouvait être en reste et AROM est heureux de présenter en avant-première à ses lecteurs le magnifique bâtiment des 19 et 21 de l'avenue Bosquet de Paris (7^{ème} arrondissement) mis par l'Etat français à la disposition de l'OIF pour une durée de cinquante ans renouvelable. Cet immeuble, entièrement aménagé et équipé, abritera à partir du printemps 2010, sur 8.656 m², différents services jusqu'ici dispersés. Il sera ainsi « la Maison de la Francophonie » !

Raymond Césaire



La future maison de la Francophonie

« Regards du monde sur l'Europe » - Paris 30 octobre



**Donnons un sens à l'Europe:
solidaire & responsable**
Get Europe to make sense:
fair & responsible

La coordination nationale des ONG de solidarité internationale
se mobilise pour la Présidence française de l'Union européenne

La Conférence internationale qui s'est tenue à la Cité Universitaire de Paris le 30 octobre marquait le couronnement d'une semaine au cours de laquelle toutes les associations affiliées à Coordination SUD, CONCORD, la Confédération des ONG d'urgence et de développement s'étaient donné rendez-vous avec l'appui financier de l'Europe pour voir comment celle-ci, qui se veut ouverte et libérale est perçue à travers le monde. L'approche était nouvelle, même si les thèmes, politique agricole et commerciale, changement climatique, financement du développement et inévitablement Afrique- Europe l'étaient moins.

Cette réunion a tenu ses promesses par son organisation ainsi que le nombre et la qualité des participants. Elle a montré l'influence croissante des ONG dans la société civile des pays du nord comme du sud et l'attention que les gouvernements leur portent en se déchargeant sur elles d'actions de proximité que, pour de multiples raisons, ils ne sont plus en mesure d'assurer. On sait que dans les pays d'Europe du nord, « les Eglises » sont devenues le principal instrument de l'aide.

La Conférence a montré comment la construction européenne, qui s'est toujours voulu attentive aux problèmes du développement restait encore perçue comme défendant des intérêts égoïstes. Pourtant de nombreux exemples de projets menés à bien par les ONG existent dans tous les pays. Les bonnes rela-

tions que les Etats européens s'efforcent d'entretenir avec des gouvernements très contestés au sud constituent un obstacle à la bonne gouvernance et à l'action souvent de contestation des ONG. Depuis quelques années sont venus s'ajouter, dans les doléances vis à vis de l'Europe, la fermeture des frontières et le traitement réservé aux migrants dans les centres de rétention.

L'alter mondialisme, aujourd'hui moins marqué idéologiquement, reste le credo des ONG du sud comme d'une bonne partie de celles du nord. Le Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes était là pour ouvrir la conférence. Il a défendu une politique de solidarité qui, en attendant une meilleure gouvernance, reste dans le monde la mieux régulée et la plus généreuse. M Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie est venu clore cette journée de synthèse en recevant « les messages des ONG ». Il a pu rassurer les participants sur le niveau de l'aide et les instruments multiples et parfois innovants maintenus en place par la France

Jean-Louis Vielajus qui était jusqu'ici Vice Président, remplacera à partir de 2009 M Henri Rouillé d'Orfeuil à la présidence de l'importante fédération et interlocuteur privilégié de l'Europe qu'est devenue au fil du temps « Coordination Sud »

www.coordinationsud.org

2^{ème} Conférence euro africaine sur la migration et le développement. Paris 25 novembre 2008.

Des problèmes complexes au niveau national, international et européen.

On se souvient qu'à l'initiative de M Sarkozy, Ministre de l'Intérieur de l'époque, le Parlement français avait adopté le 24 juillet 2006 un texte resté controversé par quelques pays et par les associations sur « **l'immigration choisie** ».

Au niveau européen, le problème du contrôle des flux migratoires a fait l'objet de nombreuses réflexions depuis une dizaine d'années. Le nouveau gouvernement français, qui en avait fait un enjeu électoral et une priorité de sa présidence européenne, se devait de reprendre le thème. Il l'a fait avec la mise en place d'un nouveau super ministère dirigé par M Brice Hortefeux et en proposant à ses partenaires, un pacte visant à adopter un certain nombre de règles communes et à harmoniser les législations.

Le texte du **Pacte sur l'immigration et l'asile** a été présenté au Conseil justice, affaires intérieures et immigration des 7 et 8 juillet à Cannes. Il vise cinq objectifs : une harmonisation des règles de l'immigration légale ; la lutte contre l'immigration irrégulière ; le renforcement des contrôles aux frontières ; une harmonisation des règles en matière d'asile ; le renforcement du partenariat Nord-Sud.

Pour ne pas être en reste, le Parlement européen adoptait le 18 juin une **directive dite « retour »** invitant les Etats à faciliter les départs volontaires et à harmoniser leurs procédures de rétention ou d'expulsion.

Parallèlement à la démarche communautaire, le Ministre en charge de l'immigration est allé expliquer la portée de notre nouvelle législation dans un certain nombre de pays et a signé avec eux des accords bilatéraux (Gabon, Congo, Bénin).

Le problème plus spécifique de l'Afrique

S'agissant de l'Afrique, au sein de laquelle les mouvements

migratoires sont les plus forts et où l'absence de législation se fait le plus durement sentir, donnant lieu à des expulsions massives et brutales, une première réunion **inter-africaine** avait eu lieu en 2.000 à Tripoli.

En juillet 2006 s'était déroulée à Rabat la première réunion euro-africaine sur le sujet qui avait donné lieu à des débats très vifs mais abouti à une déclaration finale et à un programme d'action qui ont largement servi de base de travail à des réunions intérimaires sur des sujets connexes et au Sommet eur-africain de Lisbonne de 2007.

La seconde Conférence qui s'est tenue à Paris avec les 27 pays européens, une trentaine de pays africains, en tout 80 délégations dont celle de la CEEAO a repris l'idée d'une approche globale qui a été soutenue au cours de différentes rencontres régionales ou sectorielles sur le développement.

Cette approche a permis un consensus total sur un **programme triennal 2009-2011 comprenant 106 propositions** réparties sur cinq objectifs : organiser les migrations légales ; lutter contre les migrations irrégulières ; renforcer les synergies entre migrations et développement ; financer les actions du programme de coopération et assurer le suivi et l'évaluation. De nouveaux instruments fiduciaires ou économiques et le recours au secteur privé sont prévus pour soutenir ces actions.

M Brice Hortefeux a rappelé la volonté des Européens de parvenir à une **Europe qui ne soit ni une forteresse ni une passoire et de rechercher le nécessaire équilibre entre libre circulation et légalité**. Instrument interne à l'Union, le Pacte adopté lors de la réunion de Cannes n'était pas au menu de la réunion.

Satisfait du bon déroulement de la Conférence, le Ministre sénégalais de l'immigration a retenu au nom de ses collègues qu'on ne pouvait pas reprocher à l'Europe de s'organiser. Aux pays africains d'en faire autant, notamment pour lutter contre les départs illicites et promouvoir le développement. **La 3^{ème} Conférence aura lieu à Dakar en 2011.■**



Brice Hortefeux

Musée du Quai Branly

Le musée du Quai Branly, dont **Claude Lévi-Strauss** vient d'être le héros à l'occasion de son centenaire, poursuit une activité intense autour de **Planète métisse**. AROM a montré, dans son bulletin n° 14 de mars 2008, toute la richesse de cette exposition **qui se poursuit jusqu'au 19 juillet 2009**. Le Musée présentera aussi pour la fin de l'année et le début 2009, à la galerie suspendue est, quatre « expositions dossier » :

Rouge Kwoma, peintures mythiques de la Nouvelle

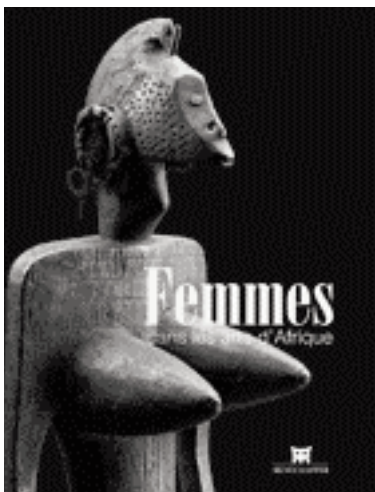
Guinée, **jusqu'au 4 Janvier 2009**

Chemins de couleurs, teintures et motifs du monde, également **jusqu'au 4 janvier 2009**

Recettes des dieux, objets de divination africains du **3 février au 10 mai 2009**

Mangareva, de rares œuvres connues de cette petite île des Gambier, également **du 3 février au 10 mai 2009**

Musée Dapper : Femmes dans les arts d'Afrique



L'exposition de Dapper, conforme à sa tradition de qualité dans le choix des pièces empruntées aux plus grandes collections, est destinée à un public déjà initié tant les textes d'explication sont concis, mais la multiplication des expositions et des ventes d'arts premiers, fait que le néophyte le devient

peu à peu.

La présentation s'ouvre, dans l'avant salle, sur une douzaine d'immenses photographies et diapositives éclairées de la Camerounaise Angèle Etoundi Essembe, dont on ne voudrait pas se détacher tant les regards et les corps vous attirent.

Les quelque cent cinquante pièces de l'exposition elle-même, principalement des statues, illustrent la femme dans tous ses états et le cours de sa vie. La puberté et les rites d'initiation avec les pratiques d'excision jusqu'à

l'entée dans le cycle des « échanges matrimoniaux » tiennent une place importante. Le rôle de génitrice, préparé dès l'adolescence, la fécondité avec de magnifiques statues et bustes de femmes enceintes sont parmi les plus belles pièces. La délivrance, jamais représentée, se trouve suggérée, ce qui est en soi assez rare. Enfin les maternités, toujours très nombreuses dans les expositions, se trouvent limitées à quelques pièces mais de très grande qualité.

Une autre section montre que, dans l'exercice du pouvoir, qu'elles partageaient parfois avec les hommes, mais dont elles assuraient surtout la continuité en tant que mères, les femmes, et notamment les reines ont, comme dans l'Egypte ancienne, toujours tenu un rôle. Leurs scarifications, coiffes, parures et les statues qui les représentaient pouvaient être facilement distinguées. Les masques de femmes, rares dans les sociétés africaines, sont également ici peu nombreux mais d'une grande finesse.

Le catalogue de Christiane Falgayrettes-Leveau, qui est le Commissaire de l'exposition et également la Directrice du Musée, est tout à fait remarquable. Il est vendu sur place à 32 euros.

De nombreuses manifestations sont prévues à Dapper dans les prochains mois. Voir le site

www.dapper.com.fr

Académie des Sciences d'Outre-Mer

L'Académie des sciences d'Outre-Mer a tenu le 3 octobre une intéressante séance avec André Lewin sur « les Présidents français et la Guinée » avec la participation de Roland Dumas.

Elle a tenu une brillante séance le 24 octobre avec l'Académie des Sciences et Belles lettres sur les missions de cette dernière « à l'époque des grandes expéditions en Afrique et en Asie ».

Enfin elle a écouté le 21 novembre, au cours d'une séance spéciale, une série de très émouvants témoignages sur les différentes facettes de l'exceptionnelle personnalité de Pierre Messmer en présence de sa sœur Mme Brouste. Ses anciens condisciples de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer (ENFOM), Gilbert Mangin, Paul Masson, Pierre Troude, d'éminents universitaires, Edmond Jouve et Jacques Barrat, le Général Forray, Arnaud d'Hauterives, ont tour à tour évoqué le brillant étudiant, l'adolescent épris d'aventure, le résistant et le Gaulliste de la première heure, le militaire par tempérament et par



conviction, l'administrateur par vocation et le gouverneur réaliste, le Ministre du général de Gaulle et Premier Ministre par devoir, l'Académicien et l'écrivain par goût qu'a été Pierre Messmer. Il a gardé, au cours d'une vie de devoir particulièrement riche et bien remplie, une fidélité qui ne s'est jamais démentie à ses camarades d'Ecole et à leur association.

Dans son programme à venir, l'Académie tiendra toute la journée du 3 décembre une séance spéciale sous le titre « Le Québec et la France, 400 ans d'amitié »

Le vendredi 12 décembre, l'Académie écoutera Christian CORBE Directeur de l'Institut National des Invalides sur « De Bietti à Alzheimer, une évolution médicale et sociologique » puis le Dr Robert SEBBAG présenté par Marc Gentilini qui traitera de « l'accès aux soins dans les pays du sud »

Seront remis également ce jour-là les prix de l'Académie des Sciences d'outre-mer

CADE (Coordination pour l'Afrique de demain)

Jean-Loïc Baudet est devenu Président de l'Association dont Michel Levallois reste Président d'honneur.

La CADE poursuivra en 2009 ses conférences-débats sur « les lieux et territoires de mobilisation des ressources futures ». Elle a prévu :



(salle Molière) 112 rue de Rennes 75006 : « Les territoires africains comme lieux de développement »

Le mercredi 14 janvier la Conférence annuelle de rentrée de la CADE se fera comme chaque année autour d'une personnalité.

Mercredi 17 décembre au Centre André Malraux

ARRI (Association Réalités et Relations Internationales)

ARRI a tenu le 8 novembre ses assises annuelles au Château du Val à Saint Germain en Laye. Son Président s'est félicité de la diversité croissante des activités et des thèmes traités qui répondent aux problèmes posés par la mondialisation. Les conférences continuent à avoir beaucoup de succès et les voyages dans les pays de l'Europe centrale ont été particulièrement réussis. La relation privilégiée avec l'UE et l'Allemagne sera renforcée. L'Afrique fait moins recette, mais ses problèmes se trou-



vent étudiés par beaucoup d'autres associations amies.

Dans le programme à venir figure le mardi 27 janvier à l'IPSEC 16 Place du Général Catroux, une conférence de Claude Mandil, ancien directeur exécutif de l'Agence Internationale de l'énergie (AIE) sur le thème

« l'Europe et la France face aux problèmes de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique »

Le programme complet peut être consulté sur www.arri.fr

SAAA (Société des amateurs de l'art africain)

L'exposition qu'avait organisée avec l'association avec la municipalité de Dinard du 28 juin au 14 septembre sur le thème « gloire de la femme dans l'art africain » a connu un franc succès puisqu'elle a reçu, durant cette période estivale, quelque 20.000 visiteurs et que plus de 600 catalogues ont été vendus. Le caractère didactique de cette exposition ne doit pas faire sous-estimer la qualité des pièces qui



étaient présentées. Cette expérience devrait encourager la SAAA à trouver sa voie avec d'autres partenaires.

Le bulletin n°15 d'AROM avait consacré un article à cette exposition qui peut être retrouvé sur le site www.arom-asso.com alors que le site de la SAAA www.amateur.art.africain.free.fr donne d'autres informations.

Images et mémoires

Les points "forts" du Bulletin 19 d'Images & Mémoires (hiver 2008-2009, à paraître fin décembre) :

- une monographie d'Henri Danel, éditeur de cartes postales soudanaises et sénégalaises au début du XXe siècle (par Stéphane Richemond)
- une mise en correspondance d'images écrites et iconographiques autour des soldats noirs de la Grande Guerre : Les soupirs du serviteur de Dakar, de Guillaume



Apollinaire (par Jean-Pierre Paulhac), et des portraits de blessés réalisés à l'hôpital du Jardin colonial de Nogent-sur-Marne par Pierre-Antoine Cluzeau (par Pascale Nourisson)

- une présentation de l'ouvrage Cabrais

d'Henri de Marqueissac (images anciennes du Togo, 1935) (par Philippe David)

www.imagesetmemoires.com

Vie de l'association

AROM a tenu son 13^{ème} Conseil d'administration le 24 octobre en présence de 14 de ses 18 membres. Le président a fait le point des problèmes de secrétariat posés par le départ de Mlle Claire Dupin vers d'autres activités.. Le nombre des adhérents cotisants se situe autour de 220 avec cependant des oublis ou des défaillances dans les paiements analogues à ceux des années antérieures.

Le budget, dont l'équilibre ne tient qu'à un appui du Ministère des affaires étrangères et européennes, a été gravement menacé en raison de la suppression de toutes les subventions de cette nature. Si une contribution a pu être rétablie en diminution, elle nécessitera que la cotisation soit portée de 30 à 40 euros (défiscalisés) pour 2009 parallèlement à la recherche d'autres sources de financement. Le Président a indiqué qu'une réflexion sur les DOM- COM et de leur environnement, en liaison avec la coopération et la Caisse des dépôts lui paraissait un créneau sur lequel l'association pourrait utilement se positionner. Il souhaite faire appel à de nouvelles compétences, notamment sur l'Asie. Plusieurs participants se sont félicités des liens établis avec les associations militaires. Ils ont relevé la liberté d'expression qui avait marqué les derniers bulletins et insisté pour qu'elles se maintienne, notamment en défense de l'image de la colonisation.



Nous venons d'apprendre le décès, le 30 novembre 2008, d'Hélène Delaunay, épouse de Maurice Delaunay, ancien ambassadeur et maire de Cannes, à qui AROM, dont il est un membre éminent, fait part de toute sa sympathie attristée.